



Tous droits réservés

PROCEDURE CIVILE

Séance 9 - Les différents jugements

I. Les formes de jugements	3
A) Premier et dernier ressort	3
1) Les règles générales	3
2) Règles particulières	4
B) Contradictoire, réputé contradictoire et par défaut	5
1) Les différents types de jugement contradictoire	5
2) Le défaut de comparution	6
a) Du demandeur	6
b) Le défendeur	7
3) Le défaut de défense	8
a) L'inaction d'une partie	8
b) L'inaction des parties	8
C) Ordinaire, expédient et de donner acte	9
1) L'accord jugé	9
2) L'accord constate	9
D) Avant dire droit, définitif et mixte	10
1) Le jugement définitif	10
2) Les jugements avant dire droit et jugements provisoires	11
a) Les jugements provisoires	11
b) Les jugements avant dire droit	11
3) Le jugement mixte	12
E) Le jugement gracieux	12

1) L'introduction de l'instance.....	12
2) Le déroulement de l'instance.....	13
II. Les formes de jugements rendu : publicité et notification.....	13
A) La publicité.....	13
B) La notification.....	14
III. Les effets du jugement	15
A) Les conditions d'exécutions	15
B) Les entraves à l'exécution	16
1) Le délai de grâce.....	16
2) Le recours à la force publique	16

Nous allons étudier les catégories de jugement et ses effets.

I. Les formes de jugements

A) Premier et dernier ressort



Définition : premier ressort est susceptible de ressortir par la suite d'une autre juridiction.

Premier et dernier ressort c'est-à-dire traiter seulement par le juge de première instance = non susceptible d'appel.

1) Les règles générales



À retenir : L'importance des affaires est déterminée en matière civile selon le montant des demandes exprimées. C'est l'importance de l'affaire qui détermine le ressort de la juridiction compétence.

Il faut prendre en considération : le capital et le principal.

Le principal = capital, fruit et intérêt du au jour de la demande.

Accessoire = les dépens, les sommes demandées (**art. 700**), les intérêts échus depuis le jour de la demande.

Question : Pour les demandes indéterminées ?

L'**article 40 du Code de procédure civile** indique que l'affaire sera jugée en premier ressort.

Question : Et les demandes reconventionnelles de dommages-intérêts ?

Les demandes sont sans effets sur le ressort de l'instance car elles sont rattachées à la demande initiale (**art. 38 et 39 CPC**).

2) Règles particulières

En cas de pluralité de demandes, elles peuvent être fondées sur un même fait ou être connexes : « les prétentions réunies sont fondées sur les mêmes faits ou sont connexes, la compétence et le taux du ressort sont déterminées par la valeur totale de ces prétentions » (**art. 35 CPC**) (**Cass. civ. 2^e. 15 octobre 2015 n°14-18682**).

En ce cas, l'**article 35 du Code de procédure civile** indique « la compétence et le taux du ressort sont déterminées par la nature et la valeur de chaque prétention considérée isolément ».

Question : Et pour les prud'hommes ?

Le taux s'apprécie pour chaque chef de demande.

Question : Et en cas de pluralité de demandes de plusieurs demandeurs ou défendeurs ?

Si les prétentions découlent d'un titre commun, la plus élevée sert de référence pour la détermination de la compétence et l'application du taux de ressort. Sinon il faut faire application de l'**article 35 du Code de procédure civile**.

Question : Et les demandes additionnelles ou reconventionnelles et celles liées à une intervention ?

Les demandes additionnelles sont nécessairement prises en considération, le taux et les compétences sont déterminés par les dernières conclusions.

Pour les demandes reconventionnelles et liées à une intervention. Il faut faire une distinction entre les règles de compétences et celles visant le taux de ressort.

- Le taux de compétences :

- Les demandes sont inférieures aux taux de compétence du tribunal saisi. Le tribunal est compétent « alors même que, réunies aux prétentions du demandeur, elles l'excéderaient » (**art. 37**).

- si l'une des demandes incidentes est supérieure au taux de compétence, l'une des parties peut soulever l'incompétence. Deux options, le juge peut :

- soit ne statuer que sur la demande initiale (**art. 38**)

- soit renvoyer les parties à se pourvoir pour le tout devant la juridiction compétente pour connaître de la demande incidente (**art. 38**)

Pour le taux de ressort : il n'y a pas d'addition des demandes.

- Si aucune des demandes incidentes ne dépasse le taux de ressort le jugement ne changera pas de nature

- Si l'une des demandes dépasse le taux de ressort, le jugement sera rendu en premier ressort sur toutes les demandes.

L'**article 41 du Code de procédure civile** énonce qu'une fois le litige né, les parties peuvent porter l'affaire devant une juridiction normalement incompétente en raison du montant de la demande ou encore de renoncer à l'appel pour un litige en premier ressort pour les droits dont elles ont la libre disposition.

B) Contradictoire, réputé contradictoire et par défaut

Les parties doivent comparaître devant le juge. Il n'est pas possible que l'absence de la personne appelée devant le juge bloque le déroulement du procès.

1) Les différents types de jugement contradictoire

Le jugement contradictoire : « le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire, selon les modalités propres à la

juridiction devant laquelle la demande est portée » (**art. 467**). Schéma classique du débat entre les parties.

Le jugement dit contradictoire : « sans motif légitime, le demandeur ne comparait pas, le défendeur peut requérir un jugement sur le fond qui sera contradictoire » (**art. 468 CPC**). Ou autre situation « si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis, le juge statue par jugement contradictoire au vu des éléments dont il dispose » (**art. 469 CPC**). Une des parties a été absente ou ne s'est pas présentée, il ne s'agit pas d'un défaut mais d'un tort. Dans ce cas, on considère qu'il y a respect du contradictoire.

Le jugement réputé contradictoire : « lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque la citation a été délivrée à la personne du défendeur » (**art. 473 al.2**). Dans un autre cas « en cas de pluralité de défendeurs cités pour le même objet, lorsque l'un au moins d'entre eux ne comparait pas, le jugement est réputé contradictoire à l'égard de tous si la décision est susceptible d'appel ou si ceux qui ne comparaissent pas ont été cités à personne » (**art. 474 al 1**). Le jugement est réputé contradictoire lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque la citation a été délivrée à la personne du défendeur.

Les jugements par défaut = il s'agit de l'absence de signification à personne dans un jugement pris en premier et dernier ressort. Ce qui permet l'opposition.

2) *Le défaut de comparution*

a) Du demandeur

L'**article 468 du Code de procédure civile** dispose « Si, sans motifs légitime, le demandeur ne comparait pas, le défendeur peut requérir un jugement sur le fond qui sera contradictoire ».

Le juge peut renvoyer l'affaire à une audience ultérieure.

Le juge peut d'office déclarer la citation caduque. La déclaration de caducité peut être rapportée si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de 15j, le motif

légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile. Dans ce cas, les parties sont convoquées à une audience ultérieure ».

La sanction du défaut de comparution du demandeur n'est pas automatique. La décision de juger de l'affaire en l'absence de demandeur peut être retenue sans mise en demeure préalable de comparaître.

b) Le défendeur

Plusieurs hypothèses :

- S'il n'y a qu'un défendeur

L'**article 473 du Code de procédure civile** prévoit deux situations :

- le défendeur ne comparait pas :

- le jugement est rendu défaut si la décision est en dernier ressort et si la citation n'a pas été délivrée à personne.

- « le défendeur qui ne comparait pas peut, à l'initiative du demandeur ou sur décision prise d'office par le juge être à nouveau invité à comparaître si la citation n'a pas été délivrée à personne ». La citation répond à des règles particulières. Le juge peut ordonner qu'elle soit réalisée par acte d'huissier. Dans le cas où le défendeur est introuvable et s'il n'est pas usé de cette faculté, un jugement est rendu par défaut (**art. 472 CPC**).

Pour rendre un jugement par défaut, le juge doit vérifier la régularité de cette demande, la recevabilité, et le bien-fondé.

- En cas de pluralité de défendeurs.

Plusieurs situations :

- Tous les défendeurs ont été cités à personne = le jugement ne peut être que réputé contradictoire.

- Si le jugement est susceptible d'appel = il doit être réputé contradictoire et l'opposition refusée. Attention dans ce cas les demandes sont divisibles si elles ne représentent pas le même montant. Certains pourront avoir l'opposition (jugé en premier ressort) alors que d'autres non (jugé en premier et dernier ressort), sauf à ce

qu'une nouvelle citation leur soit délivrée pour rendre le jugement contradictoire ou réputé l'être.

-Le jugement n'est pas susceptible d'appel et des défendeurs n'ont pas été cités à personne (**art. 474 CPC**) = le jugement est rendu par défaut.

- Réalisation de citations faits à des moments différents avec des dates de fin de comparution différentes = il faut attendre la fin du dernier délai.

3) *Le défaut de défense*

a) L'inaction d'une partie

« Si, après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis, le juge statue par jugement contradictoire au vu des éléments dont il dispose » (**art. 469 CPC**).

Le défendeur peut demander au juge de déclarer la citation caduque. Cette faculté est réservée au défendeur. Ce qui conduit à ce que l'instance soit close sans jugement rendu sur le fond. Une nouvelle action peut être envisageable.

b) L'inaction des parties

Le juge peut procéder à la radiation de l'affaire. Ce qui permet de sanctionner la passivité des parties. L'**article 470 du Code de procédure civile** prévoit que « si aucune des parties n'accomplit les actes de la procédure dans les délais requis, le juge peut, d'office, radier l'affaire par une décision non susceptible de recours avec un dernier avis adressé aux parties elles-mêmes et à leur mandataire si elles en ont un ».

Il y a une absence de recours contre cette décision.

C) Ordinaire, expédient et de donner acte



Définition : Le jugement ordinaire : le jugement tranchant un litige.
Le jugement d'expédient ou convenu : un jugement appréciant l'accord des parties.

Un jugement de donner acte : une décision constatant l'accord des parties.

Les parties peuvent parvenir à un accord : une transaction



Définition : La transaction est un contrat spécial (**art. 2044 et s.**). Elle met fin au litige. Ce qui conduit à un désistement des parties à l'instance.

Question : Quelle est la valeur d'un jugement rendu suite à un accord des parties ?

1) L'accord jugé

Dans ce cas, les parties souhaitent dissimuler leur accord aux tiers. La solution doit être juridiquement un jugement. Elles peuvent choisir de dissimuler l'accord aussi, mais elles peuvent également soumettre leur accord au jugement sous la forme d'un projet de jugement. Le juge doit opérer un contrôle.

L'autorité d'un jugement diffère d'un contrat et peut s'imposer aux tiers.

2) L'accord constate

Le juge peut se contenter de constater l'accord des parties mais il ne se prononce pas sur celui-ci. Cette décision n'est pas un jugement : on parle de jugement de donner acte. Le juge prend acte de l'accord sans se prononcer.

Les parties peuvent aussi faire une convention qui est susceptible d'être attaquée pour nullité. Il s'agit d'une mesure d'administration. Elle n'a pas l'autorité de la chose jugée.

Pour le jugement de donner acte, il peut n'être attaqué ni par appel ou tierce opposition.

D) Avant dire droit, définitif et mixte



Définition : Le jugement définitif est un jugement qui tranche dans le dispositif tout ou une partie du principal ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident.

Le jugement provisoire est le jugement qui n'a pas l'autorité de la chose jugée.

Le jugement avant dire droit est un jugement ordonnant une mesure provisoire ou d'instruction.

Le jugement mixte est un jugement définitif sur certaines prétentions et avant de dire droit car il ordonne des mesures provisoires ou d'instructions.

1) Le jugement définitif

Selon l'**article 480** « le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou une partie du principal ou celui qui statue sur une exception de procédure, une fin de non recevoir ou tout autre incident a, dès son prononcé, l'autorité de la chose jugée relativement à la contestation qu'il tranche ».

Autrement dit, un jugement définitif est un jugement qui porte sur tout ou partie sur le fond ou sur une question de procédure.



Attention : « L'autorité de la chose jugée, attachée au seul dispositif de la décision, ne peut être opposée lorsque des événements postérieurs sont venus modifier la situation antérieurement reconnue en justice » (**Cass. civ. 1^{er}. 16 avril 2015 14-13280**).

Le juge est dessaisi (**art. 481**), ils sont immédiatement susceptibles d'un recours en appel (**art. 544**).



À retenir : Le jugement définitif est un jugement qui dispose de l'autorité de la chose jugée. Il n'aura force de chose jugée que lorsque les voies de recours ordinaires seront closes.

2) Les jugements avant dire droit et jugements provisoires

a) Les jugements provisoires

2 catégories :

- les jugements provisoires par nature : ils n'ont pas l'autorité de la chose jugée :
 - + ordonnances sur requêtes
 - + ordonnance du juge de la mise en état
 - + ordonnance de référé et du juge de la mise en état sont provisoires car elles sont en l'attente d'une décision sur le fond.
- les jugements qui sont provisoires car ils ordonnent des mesures provisoires



Exemple : Garde d'enfant

b) Les jugements avant dire droit

L'**article 482 du Code de procédure civile** édicte que « le jugement qui se borne, dans son dispositif, à ordonner une mesure d'instruction ou une mesure provisoire n'a pas, au principal, l'autorité de la chose jugée ».



Attention : Le jugement avant dire droit ne dessaisit pas le

jugement (art. 483).

S'applique notamment pour les mesures d'instructions : recherche des éléments de preuves nécessaire à l'issue de l'instance.

Le jugement avant dire droit n'a pas l'autorité de la chose jugée, il n'est pas susceptible de recours.

3) *Le jugement mixte*

Le jugement mixte est un jugement qui ressort à la fois du jugement définitif et du jugement avant dire droit. Il tranche des aspects du principal. Et il prend des mesures d'instructions ou provisoires.

Uniquement les chefs de demande sur lesquels le jugement a été définitivement tranché auront l'autorité de la chose jugée et dessaisiront le juge. Pour les voies de recours, il est susceptible de recours.

Pour savoir s'il s'agit d'un jugement mixte, le CPC indique dans les **articles 480, 544 et 606** qu'il faut se référer au dispositif.

E) **Le jugement gracieux**

C'est le cas en l'absence de litige et donc de partie adverses, une personne doit requérir l'accord du juge.

1) *L'introduction de l'instance*

En l'absence de partie adverse, les précautions prises dans le cadre de l'assignation sont inutiles. Le Code de procédure civile prévoit un dispositif extrêmement simple.

L'**article 60** de ce Code se contente de prévoir qu'en matière gracieuse, la demande est formée par requête ».

De même l'**article 61** indique que le juge est saisi par la remise de la requête au greffe de la juridiction.

Il peut aussi s'agir de saisir le président de la juridiction, les dispositions de l'**article 494 du Code** s'imposent. La requête doit être motivée.

2) Le déroulement de l'instance

Il s'agit d'un déroulement en chambre du conseil, sans public (**art. 434**).

Le ministère public est présent à l'audience. Les règles de contradictoire s'appliquent, les arguments de l'avocat du requérant et d'un tiers peuvent être entendus.

Le juge peut fonder sa décision sur tous les faits (**art. 26 CPC**). Il peut d'office prendre les mesures d'instruction nécessaires (**art. 27 CPC**). Le juge peut se prononcer sans débat (**art. 28 CPC**). Le jugement est rendu par notification en courrier recommandé avec accusé de réception au requérant par support électronique. Sauf, si un texte spécial prévoit sa publicité.

II. Les formes de jugements rendus : publicité et notification

A) La publicité



Définition : La publicité du jugement c'est sa lecture en audience publique à l'ouverture des audiences avant l'appel des causes selon la nature du jugement

L'**article 451 du Code de procédure civile** dispose « les décisions contentieuses sont prononcées en audience publique et les décisions gracieuses hors la présence du public, le tout sous réserve des dispositions particulières à certaines matières ».

Le prononcé peut se limiter aux dispositifs.

Les **articles 454 à 456 du même Code** indiquent les règles des formes : indications et signature du jugement (possibilité d'un jugement sur support électronique). Ils doivent être observés sous peine de nullité. Ils peuvent avoir une demande en interprétation de la solution du juge qui peut manquer de clarté par simple requête de l'une des parties ou par requête commune.

En cas d'erreurs ou d'omissions matérielles qui affectent un jugement, même en force de chose jugée, il est possible pour le juge de réparer selon ce que le dossier révèle. Le juge peut être saisi par requête simple ou commune ou il peut se saisir d'office. La décision de rectification est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement. Elle ne peut être attaquée par la voie du recours en cassation.

Même procédure, si le juge a omis de statuer (**art. 463 CPC**).



Définition : La publicité est également la possibilité d'accès au public au jugement rendu.

Les jugements sont en libre accès sur Légifrance.

Les parties peuvent lever le jugement : demande au greffe l'expédition d'une copie certifiée conforme.

B) La notification

Elle permet de s'assurer de la connaissance du jugement par la partie adverse.

L'**article 675 du Code de procédure civile** dispose que « les jugements sont notifiés par voie de signification à moins que la loi n'en dispose autrement.

En matière gracieuse, les jugements sont notifiés par le greffier de la juridiction, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ».

Les jugements sont notifiés aux parties elles-mêmes.

En cas de représentation obligatoire : le jugement doit être préalablement notifié aux représentants dans la forme des notifications entre avocats.

En matière gracieuse, le jugement est notifié aux parties et aux tiers dont l'intérêt risque d'être affectés par la décision et le ministère public s'il lui est possible de former un recours.

Le délai de recours court à compter de la notification à la partie, il peut être prolongé en raison de la distance.

III. Les effets du jugement

A) Les conditions d'exécutions

L'**article 501 du Code de procédure civile** dispose que le jugement est exécutoire à partir du moment où il passe en force de chose jugée ».



Définition : Le jugement passé en force de chose jugée est celui dont l'exécution peut être poursuivie.

Pour passer de jugement passé de jugement en force de chose jugée :

- Le jugement doit avoir été notifié

- il doit avoir revêtu de la formule exécutoire comme l'indique l'**article 502** « nul jugement, nul acte ne peut être mis à exécution que sur présentation d'une expédition revêtue de la formule exécutoire, à moins que la loi n'en dispose autrement ». Cependant, l'**article 503 al.2** indique « en cas d'exécution au seul vu de la minute la présentation de celle-ci vaut notification.

Le jugement exécutoire n'a force de chose jugée que s'il n'est susceptible d'aucun recours suspensif d'exécution.

L'exécution peut se faire s'il y a notification du jugement assorti de la formule exécutoire sauf les ordonnances sur requêtes et celles en référé, lorsque le juge le prévoit qui peuvent être exécutées sur minutes.

B) Les entraves à l'exécution

Plusieurs éléments peuvent l'exécution.

1) *Le délai de grâce*

Le Conseil constitutionnel a pu juger que cette demande ressortait des droits de la défense : **Cons. contit. 23 janvier 1987 n°86-224DC**.

Le délai de grâce doit être motivé et prescrit dans le jugement dont il diffère l'exécution (**art. 510**).

2) *Le recours à la force publique*

Le recours à la force public doit prêter le concours à l'exécution des décisions de justice (**CE 30 novembre 1923**).

Si l'exécution est préjudiciable à l'ordre public, les autorités peuvent refuser leur aide (**CE 3 juin 1938**).

Même motivé, le refus peut conduire à la responsabilité de l'État, si le préjudice né de l'inexécution présente les caractères de spécialité et d'anormalité constitutive d'une rupture d'égalité entre les citoyens devant les charges publiques.